



PB-PP IB-9/65
BELGIE(N) - BELGIQUE

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°124 | TRIMESTRIEL | JANVIER-FÉVRIER-MARS 2024 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X



SALUT & FRATERNITÉ

Renouveler
la démocratie!



© Rob Daly - iStockphoto

SOMMAIRE



4 Le développement des innovations démocratiques en Belgique

Par Jehan Bottin et Min Reuchamps

Le renouvellement démocratique : rétablir la confiance et la cohésion

Par Jean-Pascal Labille



6

7 Les fondations des nouvelles démocraties

Par Loïc Blondiaux



7

L'apolitisme des jeunes n'est pas encore une réalité

Par Gauthier De Wulf



8

9 La socialisation, processus de construction de l'intérêt politique

Par Bernard Fournier



9

La Maison Arc-en-ciel de Verriers - Ensemble Autrement ... depuis 10 ans!

Par Jonathan Bovy



10



12

12 La laïcité en actions



14

Opinions Pétitions Interpellations

RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Par **Véronique Limère**, présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

À l'aube des échéances électorales qui vont animer notre pays, il apparaît essentiel de rappeler notre attachement aux valeurs fondamentales qui nous unissent. Rappelons ici nos valeurs humanistes de liberté, égalité et solidarité, qui fondent notre action et notre vision de la société. Le memorandum, rédigé pour les prochaines élections, nous permet de réaffirmer ces valeurs et la vision de la société que nous souhaitons défendre. Il a été construit sur base des travaux de la Convention et du travail des différentes composantes du mouvement et doit permettre, dans une optique d'éducation permanente, d'informer et de conscientiser les citoyens et les citoyennes aux enjeux de société et enjeux démocratiques que nous défendons. Il est disponible en ligne si vous souhaitez le consulter à l'adresse memorandum2024.laicite.be.

Car l'enjeu de la participation citoyenne est questionné et l'apparent désintérêt des jeunes pour ces élections inquiète. Que ce soit à l'échelle locale, régionale, fédérale et même européenne, la participation citoyenne favorise l'implication et l'engagement de tout un chacun en faveur du bien commun. Elle est donc aussi un outil qui permet d'œuvrer en faveur du vivre-ensemble.

Or, le terme démocratie désigne un régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions publiques et à la vie politique. Ce dispositif se concrétise dans notre pays de manière indirecte par des représentants qui sont préalablement désignés par les élections. On comprend donc bien tout l'enjeu de celles-ci en retournant à ses fondements.

De plus, les extrémismes sont à nos portes, on entend le bruit de leurs bottes, y compris en Europe... Le rapport sur la démocratie 2023 du *V-Dem (Varieties of democracy)*, Institut du Département de sciences politiques de l'Université de Göteborg) indique que 70% de la population mondiale vit désormais sous une dictature, pourcentage qui ne cesse de croître depuis plus de trente ans. Nos démocraties sont en danger, il faut défendre leurs principes, réinterroger leur fonctionnement et permettre ainsi à tous les citoyens de se réapproprier ce bel instrument du vivre-ensemble. ■■■

→ « (...) il faut défendre les principes de la démocratie, réinterroger son fonctionnement et permettre ainsi à tous les citoyens de se réapproprier ce bel instrument du Vivre ensemble. »



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et l'Établissement d'Assistance morale du Conseil Central Laïque de la Province de Liège.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les légendes et inserts ainsi que certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Véronique Limère, présidente
Boulevard de la Sauvenière 33-35. 4000 Liège.

Comité de rédaction Charlotte Collot, Stéphane Hauwaert, Céline Gérard, Sarah Jemli, Aline Kockartz, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Catherine Maréchal, Colette Mertens.

Rédactrice en chef Céline Gérard - Secrétariat de rédaction Charlotte Collot
Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège - Unsplash - iStockphoto - Flickr.

Avec la collaboration de Jehan Bottin, Jonathan Bovy, Loïc Blondiaux, Christophe Corthouts, Gauthier De Wulf, Bernard Fournier, Geoffrey Grandjean, Stéphane Hauwaert, Aline Kockartz, Jean-Pascal Labille, Robin Lebrun, Catherine Maréchal, Grégory Pogorzelski, Min Reuchamps.

Publicité 04 232 70 06

Administration Jehona Krenzi, Pascale Riga, Valérie Runfola, Simon Vanderheyden.

Création de la maquette Knok Design - Impression AZ Print
Mise en page Arnaud Leblanc.

© Creative Commons Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège met toutes les mesures en œuvre pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. Pour toute question, demande de suppression ou de modification de coordonnées, adressez-vous à administration@calliege.be ou au 04 232 70 40.

Numéro clôturé le 1^{er} décembre 2023.

Tirage 5 000 exemplaires - Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)

Vous souhaitez aider Salut & Fraternité? Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 124



NOUS REMERCIONS NOS PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, la Première, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.



RENOUVELER LA DÉMOCRATIE !

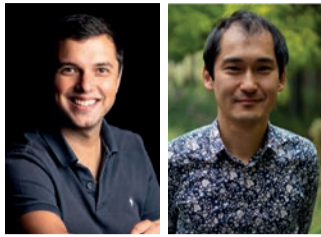
Perte de confiance à l'égard des institutions et des politiques, société fragmentée, points de repères brouillés, tels sont les constats posés par de nombreuses citoyennes et citoyens. À travers ce numéro, Salut & Fraternité interroge notre modèle démocratique. Celui-ci est-il dépassé ? Doit-il être renouvelé ? Comment mieux répondre aux besoins et aux attentes de la population ? Comment rétablir confiance et cohésion sociale ?

En Belgique, depuis quelques années, nous observons de nouvelles formes de participation citoyenne. Consultations populaires, panels citoyens, commissions

délibératives, budgets participatifs : les expériences se multiplient. Qu'en est-il exactement ?

Ce numéro tente de faire le point sur celles-ci, leur fonctionnement et les conditions pour garantir leur efficacité.

2024 sera une année d'élections, baromètres de notre démocratie. À cette occasion, Salut & Fraternité s'interroge également sur la construction et le développement des attitudes et opinions politiques, notamment chez les jeunes primo-votants, qui, pour les élections européennes, seront amenés, s'ils le souhaitent, à voter dès 16 ans !



Par **Jehan Bottin**, assistant de recherche à l'UCLouvain, et **Min Reuchamps**, professeur de sciences politiques à l'UCLouvain.

LE DÉVELOPPEMENT DES INNOVATIONS DÉMOCRATIQUES EN BELGIQUE

Dans le contexte des tensions qui entourent les démocraties représentatives contemporaines, l'augmentation de la participation politique des citoyens dans la gestion des affaires publiques est parfois présentée comme une solution permettant de réconcilier les citoyens avec leurs institutions représentatives et les élus qui les composent.

Certains évoquent le développement d'un tournant participatif et délibératif de la démocratie. Ce tournant vise à rendre la démocratie plus participative, en fondant la légitimité démocratique non plus sur le modèle de l'agrégation des votes (« pour prendre une décision, votons et comptons les voix ») mais sur la participation des citoyens et leur délibération (« pour prendre une décision, délibérons et laissons entendre nos voix »). Dans cette perspective, la délibération va plus loin que la participation, en insistant sur l'échange d'arguments pouvant conduire à la transformation des préférences individuelles. En d'autres termes, la délibération repose sur la participation mais la participation ne repose pas nécessairement sur la délibération, et peut consister en une « simple » consultation.

→ « (...) Ce tournant vise à rendre la démocratie plus participative, en fondant la légitimité démocratique non plus sur le modèle de l'agrégation des votes mais sur la participation des citoyens et leur délibération. »



Le Dialogue Citoyen permanent (*Bürgerdialogs*) de la Communauté germanophone est une initiative lancée en 2017 afin d'institutionnaliser la participation citoyenne. Les personnes participantes sont tirées au sort et convoquées régulièrement à des réunions pour débattre de certains sujets et émettre des recommandations.

C'est ainsi que de nombreux dispositifs renvoyant tantôt à la démocratie participative, tantôt à la démocratie délibérative sont organisés partout dans le monde à l'initiative d'acteurs privés et publics. Un dispositif participatif est une « procédure officiellement mise en œuvre par les autorités publiques, à toute échelle, dans le but d'associer tout ou partie d'un public à un échange de la meilleure qualité possible, afin d'en faire des parties prenantes du processus décisionnel dans un secteur déterminé d'action publique ». Ces dispositifs portent de nombreux noms (mini-publics, budgets participatifs, sondages délibératifs, assemblées citoyennes) et se multiplient à tous les niveaux de pouvoir. En Belgique, plusieurs travaux mettent en évidence l'augmentation progressive du nombre de dispositifs participatifs et délibératifs organisés par des acteurs publics et privés, en particulier depuis 2017. Pourtant, ce n'est pas le développement de ces nombreux dispositifs participatifs et délibératifs organisés de manière ponctuelle qui fait dire à certains observateurs que la Belgique serait à l'avant-garde d'une « vague délibérative » qui tou-

cherait de nombreux autres pays. Deux dispositifs originaux et permanents mis en place au sein d'assemblées parlementaires d'entités fédérées du royaume mettent particulièrement la Belgique sous le feu des projecteurs depuis 2019 : il s'agit du Dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone et des Commissions délibératives entre parlementaires et citoyens tirés au sort au sein des Parlements régionaux bruxellois et francophone bruxellois.

Le premier dispositif¹ délibératif institué de manière permanente dans une assemblée législative en Belgique, le Dialogue citoyen permanent, est institué au sein du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique. Le Dialogue citoyen permanent est composé de trois organes : les assemblées citoyennes, le conseil citoyen, et le secrétariat permanent.

Le deuxième dispositif² à avoir attiré l'attention internationale sur la Belgique est la mise en place de commissions délibératives entre parlementaires et citoyens tirés au sort au sein des Parle-





ments de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Assemblée de la Commission communautaire française (communément appelée Parlement francophone bruxellois). Ces commissions délibératives se distinguent du dialogue citoyen permanent en deux points. Premièrement, les commissions sont mixtes, c'est-à-dire constituées de députés et de citoyens tirés au sort. Deuxièmement, les commissions sont intégrées directement dans la structure du Parlement.

Ces initiatives marquent une nouvelle étape dans le développement des innovations démocratiques qui intègrent désormais les Parlements de manière permanente. Pourtant, les Parlements ne sont pas les seules institutions publiques concernées par ce mouvement : des agents publics sont engagés pour développer des projets de participation citoyenne et des services dédiés à la participation citoyenne sont créés à

tous les niveaux de pouvoir. C'est au niveau local, cependant, que ce phénomène est le plus visible. En effet, de nombreux exécutifs locaux ont entrepris d'institutionnaliser le recours à la participation citoyenne en créant un service administratif dédié à cette compétence et en l'attribuant explicitement à un membre de l'exécutif, en particulier depuis les élections communales du 14 octobre 2018. L'arrivée au pouvoir des partis verts, plutôt favorables au développement de dispositifs participatifs dans de nombreux exécutifs communaux, contribue à cette dynamique.

En conclusion, la Belgique connaît une augmentation du nombre de dispositifs participatifs organisés par des acteurs publics et privés. Certains se distinguent par leur caractère permanent institué au sein de Parlements d'entités fédérées du Royaume. À partir de 2018, un nombre croissant de services administratifs entièrement dédiés à la

participation citoyenne voient le jour au niveau communal. En 2024, deux élections seront organisées : les élections fédérales, régionales et européennes le 9 juin et communales et provinciales le 13 octobre. Les résultats de ces élections détermineront si les dispositifs permanents de recours à la participation citoyenne créés lors des précédentes législatures seront renforcés ou, au contraire, abandonnés. Si ces processus venaient à être approfondis et renforcés, de nombreuses propositions sont sur la table. Parmi celles-ci, certains observateurs plaident en faveur de l'inscription dans la Constitution de certains dispositifs participatifs. ■■■

1. Retrouvez la description complète de ce dispositif dans l'article en ligne.
2. *Idem.*

Vous lisez Salut & Fraternité ?

Votre avis nous intéresse !

Répondez à notre sondage en ligne et participez ainsi à l'évolution de votre trimestriel de la laïcité en province de Liège.

Vous préférez une version papier ? Contactez-nous !

04 250 99 48
info@calliege.be

www.calliege.be/enquete

sh24_wdd 5

06-10-2024 14:45:51



Par Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris et président de la Fondation Ceci n'est pas une crise.

LE RENOUVELLEMENT DÉMOCRATIQUE : RÉTABLIR LA CONFIANCE ET LA COHÉSION

Les conditions de vie se sont considérablement détériorées pour une série d'individus et de groupes sociaux. Un nombre important de citoyen·nes doute profondément de l'intérêt que portent les responsables politiques face à leurs difficultés quotidiennes.

les citoyen·nes, il faut également leur donner accès aux informations et renforcer leurs capacités d'analyse critique afin qu'ils et elles puissent confronter leurs points de vue et remettre en question les politiques menées.

Il faut oser le débat visant l'instauration d'un modèle de démocratie plus participatif et plus radical. Il n'est cependant pas question d'affaiblir le rôle de l'État. L'État doit continuer à jouer son rôle de protecteur et de régulateur. Il doit néanmoins ouvrir son action aux citoyen·nes, aux mouvements sociaux émergents, aux associations et aux corps intermédiaires.

L'espace public doit assurer une forme de représentativité de la pluralité des publics mais également des modalités de contestation pour favoriser la participation égale des citoyen·nes. Des espaces alternatifs de contestation doivent dès lors émerger à côté des espaces institutionnalisés pour rendre visible les identités, les intérêts et les besoins des groupes minoritaires. Ces espaces offrent l'opportunité de dénoncer les inégalités sociales et d'exercer un véritable pouvoir d'influence.

que les libertés individuelles. L'État et les corps intermédiaires sont complémentaires.

La liberté de s'associer pour transformer la société est le fondement de la démocratie. Les individus ne sont pas des groupes homogènes, uniformes et consensuels. Les corps intermédiaires sont les seuls en mesure d'offrir une définition plurielle des préoccupations des individus plus en phase à la multiplicité des combats. Ils portent par ailleurs en eux la conflictualité et le progrès social.

C'est leur responsabilité de cristalliser les colères, les injustices, les besoins émergents, de les visibiliser et d'exiger des réponses concrètes de la part des pouvoirs publics. L'espace entre l'individu et l'État sera toujours occupé. Le risque c'est que s'il n'est pas occupé par des corps intermédiaires, il soit occupé par des groupes non institutionnalisés dont on ignore la capacité à organiser le conflit de manière constructive et pacifique. ■■■



Des gilets jaunes, nés à l'automne 2018, aux grèves pour les droits des femmes, en passant par les mouvements des jeunes pour le climat, de plus en plus de mouvements sociaux cristallisent les sentiments d'injustice qui frappent la population. Et cela, en marge des mouvements syndicaux et des corps intermédiaires dits « classiques », c'est-à-dire, des groupes sociaux et humains constitués de manière autonome ou non, qui défendent un objectif commun et qui se situent entre l'individu et l'État (partis politiques, syndicats, mutuelles, associations, etc.).

Nous traversons une multitude de crises. Ce qu'elles nous enseignent, c'est qu'une transformation sociale est plus que jamais nécessaire.

Nous devons redéfinir notre système démocratique pour qu'il soit en mesure de mettre en scène de manière institutionnalisée le conflit né du sentiment de ne pas trouver sa place ou d'être reconnu. Autrement dit, nos institutions démocratiques doivent se renouveler et oser porter une certaine forme de conflictualité à travers un nouveau modèle de gouvernance plus participatif dans lequel les citoyen·nes peuvent s'exprimer librement.

Nous devons défendre l'émergence d'un modèle démocratique qui rétablisse la confiance et la cohésion sociale. Il ne suffit pas seulement de consulter

Les corps intermédiaires ont longtemps représenté les intérêts des citoyen·nes et institutionnalisé le conflit face aux autorités publiques. Ils ont obtenu de nombreuses victoires. Néanmoins, la manière dont ils fonctionnent aujourd'hui semble avoir atteint ses limites. Les formes d'engagement social se sont transformées.

Ressusciter l'engagement et faire corps dans une société fracturée et désabusée suppose de s'attaquer non seulement au modèle démocratique existant mais aussi au rôle joué par les corps intermédiaires et les contre-pouvoirs pour soutenir une certaine forme de cohésion sociale.

La démocratie sans corps intermédiaires est une illusion. Ils construisent des espaces de socialisation d'individus ayant des intérêts communs, ce qui participe à l'épanouissement de ceux-ci.

La responsabilité de ces services est déterminante pour rétablir un lien de confiance entre les citoyen·nes et les pouvoirs publics. Plus que jamais, ils doivent stimuler la réflexion, la participation citoyenne et la militance au sein de leurs organisations.

Une société a besoin de contre-pouvoirs. C'est du conflit et de l'association des intérêts communs que pourront naître certaines victoires et progrès ainsi

DEVENEZ ÉCOUTANT VOLONTAIRE



Envie de rejoindre une équipe motivée ?

De consacrer une partie de votre temps à une activité solidaire ?

De vous former en compagnie de professionnels ?

Télé-Accueil est à la recherche d'écoutants volontaires !



tele-accueil.be/liege
04 342 77 78 - tele.accueil.liege@gmail.com



Entretien avec **Loïc Blondiaux**, professeur de sciences politiques à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Propos recueillis par Grégory Pogorzelski.

LES FONDATIONS DES NOUVELLES DÉMOCRATIES

Loïc Blondiaux est professeur de sciences politiques et ses recherches portent, entre autres, sur les démocraties participatives. Il s'entretient avec nous sur les façons de transformer les expériences démocratiques en réformes durables.

Salut & Fraternité : Quelle est votre définition de la démocratie ?

Loïc Blondiaux : C'est un idéal de gestion politique qui a trois exigences. La première, c'est l'autogouvernement des peuples : les gens se gouvernent eux-mêmes, et leur gouvernement existe avec leur consentement. La seconde, c'est l'idéal de liberté, tant individuel que collectif. Pour protéger ces libertés, la communauté établit un état de droit : le gouvernement ne peut pas agir sans limites, et ces limites sont définies par le droit. Enfin, pour qu'il y ait démocratie, il faut que la population ait un esprit démocratique : qu'elle croie à certains principes, certaines attitudes, comme reconnaître qu'une société existe par les efforts de toutes et tous.

S&F : Tirage au sort, cogestion des communs, nouvelles formes de revendication... Que pensez-vous de toutes ces initiatives démocratiques qui cherchent à sortir des sentiers battus ?

L.B. : On vit un moment charnière. D'un côté, on constate le délitement des institutions et le recul des valeurs démocratiques. De l'autre,

on voit apparaître tout un ensemble de propositions et d'expériences qui voudraient ouvrir de nouveaux horizons, et pallier les insuffisances des institutions. Et ces expériences me semblent suivre trois grands axes. D'abord, les initiatives pour que les citoyens prennent part aux prises de décisions politiques. Les demandes de référendum ou de consultation populaire avant une décision majeure, par exemple. Ensuite, il y a tous les processus délibératifs, comme les conventions et les assemblées citoyennes. Ceux-ci permettent à un panel supposé représentatif de faire des propositions directement aux gouvernants. Enfin, il y a cette engagement démocratique sur l'échelle locale, comme les municipalistes ou le mouvement des communs. Les gens et les institutions locales, incapables de lutter sur le terrain national ou international, reprennent en main leur municipalité. Ces mouvements ont souvent comme objectifs de protéger l'environnement ou améliorer le tissu social.

S&F : Quels sont les facteurs qui font que ces projets prennent racine ou, au contraire, périssent ?

L.B. : Il existe des contextes plus ou moins favorables. Plusieurs facteurs importants : premièrement, l'existence d'une véritable mobilisation ; il faut que les participants, les associations aient un objectif commun et concret, se déplacent, agissent sur le terrain. Beaucoup de ces mobilisations s'opposent à des projets nuisibles, comme l'implantation d'une usine polluante. Tout ça crée un terrain, notamment associatif, qui est propice à la coopération et à la création d'expériences démocratiques.

Le second facteur, c'est l'existence de leaders. Les milieux sensibles à la question démocratique ont tendance à sous-estimer l'importance de l'affect et du leadership dans l'organisation d'un effort collectif. Mais pour que ce collectif se démocratise, il faut également des leaders démocratiques : qui inspirent à redistribuer le pouvoir plutôt qu'à le garder, qui utilisent leur autorité pour mettre en place des processus qui continueront après eux. Ces deux facteurs sont nécessaires pour qu'un mouvement naisse et survive.

Ensuite, l'attitude de l'État, de l'administration, des autres pouvoirs et institutions envers le mouvement peut signer son arrêt de mort.

Et puis il y a le contexte et l'histoire des territoires. Certains sont plus dynamiques sur le plan poli-



tique que d'autres, où la venue et le brassage de la population se fait de manière plus forte. Ces expériences, quand elles réussissent, sont souvent portées par une alliance entre les néo-ruraux voulant se bâtir un avenir et les habitants de longue date qui viennent apporter leur légitimité.

S&F : Quel avenir voyez-vous à ces initiatives ?

L.B. : Aujourd'hui, ces expériences et ces initiatives constituent une forme d'îlots dans une société, un monde dominé par la logique du marché et de l'État. Ces expériences ont valeur d'exemples : elles montrent en pratique que oui, un autre monde est bien possible, concrètement. Mais la diffusion de ces expériences se fait à un rythme trop lent pour pouvoir préserver le vivant, les communautés humaines, les cultures... ■■■

→ « (...) pour qu'il y ait démocratie, il faut que la population ait un esprit démocratique : qu'ils croient à certains principes, certaines attitudes (...) »





Par **Gauthier De Wulf**, secrétaire politique du Forum des jeunes.

L'APOLITISME DES JEUNES N'EST PAS ENCORE UNE RÉALITÉ

Porte-parole des 16-30 ans, le Forum des jeunes, instauré par un décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a récemment rencontré un millier de jeunes autour de la question : « Que signifie être jeune en 2023 ? » Parmi les thématiques abordées, la politique !

Dans les prises de parole des jeunes, certaines se détachent comme autant d'avertissements clairs au monde politique. Deux brèves citations permettront de se faire une idée sur la question : « Les politiciens : des menteurs, tous des opportunistes » (M., 16 ans) ; et « Il est temps de prendre de vraies décisions qui pourront vraiment impacter notre avenir. Parce que j'ai l'impression qu'ils sont complètement déconnectés du réel » (A., 23 ans).

Si on prend ces déclarations au pied de la lettre, on pourrait dire qu'elles reflètent une forme de rejet de la politique institutionnelle. Notons qu'elles auraient pu aussi être prononcées par des adultes. Cependant, si les jeunes n'aiment peut-être pas la politique telle qu'elle se fait aujourd'hui, parler d'apolitisme est très exagéré pour au moins deux raisons.

D'abord, critiquer les politiques, même vertement, ce n'est de l'apolitisme que si cela conduit au retrait ou au désintérêt. Or la position des jeunes sur cette question est plutôt de l'ordre du paradoxe. D'un côté, les politiques sont critiqués pour deux raisons fondamentales : parce qu'ils ne penseraient qu'à leurs intérêts personnels ou électoraux ; parce qu'ils seraient déconnectés de la vie quotidienne de la population. Toutefois, d'un autre côté, les responsables politiques sont appelés à agir concrètement, à faire évoluer la société dans un sens positif. Rien qu'à ce niveau, les jeunes ne sont pas apolitiques, au contraire : ils et elles veulent des hommes et des femmes politiques responsables, intègres et créatifs. L'intérêt pour la politique est toujours là, mais si on veut éviter qu'il se dissipe et que la démocratie sombre, il serait approprié de ne plus décevoir trop longtemps cet intérêt. En effet, devant la polycrise qui ébranle la société sur les plans climatique, géopolitique, énergétique..., les jeunes ont besoin de décisions politiques ambitieuses, même s'ils sont bien conscients que les politiques ne pratiquent pas la magie.

Par ailleurs, la politique ne se limite pas à l'exercice qu'en font les partis ni même à l'habitude de la démocratie représentative. Affirmer l'apolitisme des jeunes revient à dire qu'ils ne voudraient en aucun cas s'impliquer dans la société, mais la réalité est bien différente. Aujourd'hui, les jeunes s'engagent dans des associations de jeunesse ; ils descendent dans les rues pour manifester ; ils prônent de nouvelles manières d'habiter, de se déplacer, de se nourrir. Tous ces gestes sont éminemment politiques. En outre, les processus de démocratie participative peuvent aussi réaffilier une jeunesse suspicieuse à l'égard de la démocratie représentative, à condition que ces processus laissent une place réelle aux jeunes, à travers une méthodologie de qualité.

Au cœur de ces deux raisons qui permettent de dire que parler d'apolitisme chez les jeunes est très exagéré se retrouve le concept fondamental de participation qui repose sur la possibilité de s'impliquer et d'être entendu. S'impliquer par le droit de vote, mais s'impliquer aussi à travers des engagements personnels et des structures participatives. Or ces structures ne peuvent fonctionner que si les jeunes y prennent place en tant qu'interlocuteurs *a priori* égaux aux participants « adultes ».

Lors de la crise de la covid, si les jeunes ont été épargnés sur le plan sanitaire, ils ne l'ont pas été sur celui de leurs libertés, à un âge particulière-

ment sensible, et ont, en outre, été l'objet d'une réelle stigmatisation par la société entière. Pendant cette période, tout s'est passé comme si les jeunes n'avaient, encore plus que d'habitude, aucune légitimité pour confier leurs angoisses, leurs souhaits, leurs rêves. Le politique n'a que très lentement – et pas encore complètement aujourd'hui – pris conscience que c'est une génération entière qui a été ébranlée.

Au total, cette génération a donc besoin d'un nouveau récit pour faire société, un récit qui se construirait avec elle, dans une dynamique bienveillante et inspirée. L'apolitisme n'est pas plus répandu chez les jeunes que dans les autres tranches d'âge. Il l'est peut-être moins encore, car si les jeunes ne se retrouvent plus vraiment dans les grandes affiliations du passé (partis, syndicats, églises...), ils ont soif de coconstruire un monde autre. Pas demain : aujourd'hui! ■■■



Croire que les jeunes ne sont pas intéressés par la politique est erroné. Ils et elles le sont tout autant, voire plus que leurs aînés. Car, malgré les discours de méfiance, ils et elles ont soif d'un autre monde.

Plongez au cœur des combats pour une société plus juste et plus solidaire !

EN LUTTE
Histoires d'émancipation

Une exposition permanente à **LA CITE MIROIR SAUVENIÈRE**
Place Xavier Neujean, 22 • 4000 Liège

www.calliege.be • info@calliege.be





Par **Bernard Fournier**, maître-assistant à la Haute École de la Province de Liège.

LA SOCIALISATION, PROCESSUS DE CONSTRUCTION DE L'INTÉRÊT POLITIQUE

Selon Annick Percheron, on ne naît pas intéressé à la politique, on le devient (Percheron, 1993). Cette idée de construction nous a toujours paru fondamentale et doit être au centre de toute réflexion sur la logique de la participation des citoyens à la vie politique.

Les capitaux économiques, sociaux et culturels dont parle Pierre Bourdieu dans toute son œuvre ont toujours constitué pour les chercheurs les principaux outils de socialisation favorisant l'intérêt et l'engagement politique (Bourdieu, 1980). La famille, l'école, les groupes de pairs et groupes d'amis, mais également les médias, les entreprises, les administrations et les associations sont généralement considérés comme les principales instances de socialisation.

Cependant, si on peut facilement croire, par exemple, que les personnes les plus engagées en politique viennent souvent de familles déjà engagées (Ysmal, 1985), la compréhension des réalités sociales et surtout des dynamiques de la parti-



Les mécanismes qui forgent les intérêts à la politique ne s'inscrivent pas dans des explications de type déterministe.

→ « (...) au-delà de connaissances factuelles à acquérir, il nous semble encore plus nécessaire de développer largement des outils encourageant l'apprentissage politique au sens large du terme (...) »

icipation et de l'engagement est beaucoup plus complexe. Les mécanismes qui forgent les intérêts à la politique ne s'inscrivent pas dans des explications de type déterministe, comme s'il s'agit d'avoir été en contact avec des lieux de socialisation politique particuliers pour en être automatiquement imprégnés. Dans ses recherches

chez les enfants, Jean Piaget, entre autres, a justement suggéré que chaque individu, au-delà de son adhésion concrète à des groupes ou à des environnements singuliers, crée également sa vision du monde dans un processus dialectique avec son environnement (Fournier, 2008). Les relations de socialisation ne sont pas à sens unique comme les études pionnières semblaient le suggérer (Hyman, 1959), selon une logique où les individus (et singulièrement les jeunes) sont envisagés comme des « réceptacles passifs ». Si personne ne remettra en cause l'importance de la famille dans la construction des univers de référence de chaque individu, par exemple, il est fondamental de dépasser les tendances majoritaires pour comprendre la réalité des mécanismes de socialisation (Percheron, 1981; 79).

Cette perspective est cruciale pour mieux saisir – surtout dans une époque valorisant une vision individualisante des processus d'insertion des individus dans la dynamique sociale (Martuccelli et de Singly, 2009) – la portée d'initiatives visant à encourager une plus grande participation des citoyens dans nos sociétés politiques marquées par un fort cynisme (Muxel, 2010). C'est pourquoi, au-delà de connaissances factuelles à acquérir, il nous semble encore plus nécessaire de développer largement des outils encourageant l'apprentissage politique au sens large du terme : apprendre à prendre parti, à intervenir, à dis-

cuter – apprendre, en quelque sorte, à prendre sa place dans la société et dans la vie politique, ce qui est loin d'être donné pour la grande majorité des jeunes, voire même de nombreux adultes. Voilà pourquoi des apprentissages comme le proposent les cours de philosophie et la citoyenneté de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans l'enseignement fondamental et secondaire sont à encourager pour le développement de réelles compétences de participation (2023). Il y va de notre avenir. ■■■

Bourdieu, P. (1980). *Le Sens pratique*, Minuit, 1980.

Fédération Wallonie-Bruxelles (2023), Enseignement, *Cours de philosophie et de citoyenneté* (<http://www.enseignement.be/index.php?page=27915&navi=4429>).

Fournier, B. (2008). *Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget*, in D. Vrancken, C. Dubois et F. Schoenaers (dir.), *Penser la négociation. Mélanges en hommage à Olgierd Kutj, De Boeck*, 83-91.

Hyman, H. H. (1959). *Political Socialization. A Study in the Psychology of Political Behavior*, Glencoe, The Free Press.

Martuccelli, D. et F. de Singly (2009). *Les sociologies de l'individu*, Armand Colin.

Muxel, A. (2010). *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Seuil.

Percheron, A. (1981). « Les études américaines sur les phénomènes de socialisation politique dans l'impasse? Chronique d'un domaine de recherche ». *L'Année sociologique XXXI* : 69-96.

Percheron, A. (1993). *La socialisation politique* (textes réunis par N. Mayer et A. Muxel), Armand Colin.

Ysmal, C. (1985). « Élités et leaders », *Traité de science politique*, M. Grawitz et J. Leca (dir.), tome III, L'action politique, PUF : 603-642.





→ LA LAÏCITÉ EN ACTIONS DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

LA MAISON ARC-EN-CIEL DE VERVIERS – ENSEMBLE AUTREMENT ... DEPUIS 10 ANS !

Implantée dans ses locaux de la rue Khavée au centre de Verviers depuis 2015, la Maison Arc-en-Ciel de Verviers est membre du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège depuis 2019. « Ensemble Autrement » est la devise de l'association qui fête ses 10 ans en 2023.

La Maison Arc-en-Ciel de Verviers – Ensemble Autrement est un service social et un lieu de convivialité pour toutes les personnes lesbiennes, gays, bisexuel·les, transgenres, queers,

intersexes, asexuel·les, autres et leur proches en province de Liège.

L'association démontre une expérience solide qui est partagée lors de formations et sensibilisations dont les objectifs sont de travailler à l'inclusivité et au vivre-ensemble. Elle compte à présent cinq employés et nombres de volontaires pour assurer ses actions et mobilisations. Cet anniversaire est l'occasion de revenir sur les missions de l'association et ses réalités de terrain.



Entretien avec **Jonathan Bovy**, administrateur et coordinateur à la MAC Verviers – Ensemble Autrement asbl. Propos recueillis par Aline Kockartz.

POUR PLUS D'INCLUSIVITÉ

Salut & Fraternité : Cette année, vous fêtez les 10 ans de la MAC Verviers. Quel bilan tirez-vous du chemin parcouru ?

Jonathan Bovy : 10 ans, c'est un cap important pour une jeune association. Beaucoup de choses ont changé, sauf la philosophie, les valeurs fondamentales dont l'inclusivité et la dynamique d'équipe ouverte au public.

Nous sommes passés d'une association de quelques bénévoles, qui n'avait ni locaux ni financement, à une association composée d'une équipe de cinq personnes (éducateur, assistants sociaux) à temps partiel (pour 3,5 équivalents temps plein). Malgré cela, il est nécessaire de renforcer l'équipe, c'est pourquoi nous travaillons également sur des appels à projets. Nous sommes membres de la Fédération Prisme, la coupole qui rassemble et représente les associations wallonnes œuvrant à la construction d'une société plus équitable pour les personnes LGBTQIA+, ce qui nous permet de travailler conjointement avec les autres Maisons Arc-en-Ciel.

Chaque année, davantage de bénéficiaires font appel à nos services : les besoins sont là et nous gagnons en reconnaissance. Les gens se tournent particulièrement vers nous pour notre expertise au niveau de demandes de protection internationale. Celles-ci concernent des personnes qui font une demande d'asile sous le critère des persécutions homophobes ou transphobes vécues dans leur pays. Depuis 2019, nous sommes reconnus dans l'appel à projet Initiatives locales d'Intégration (ILI) et nous recevons un subventionnement spécifique (par rapport aux autres Maisons Arc-en-Ciel) pour travailler avec ce public. Nous avons acquis une certaine expérience, puisque désormais, trois personnes s'occupent des demandes de protection internationale.

Cette expérience acquise en 10 ans, nous la partageons lors de formations que nous proposons depuis deux ans aux professionnels sur les thématiques LGBTQIA+ et également en gestion d'asbl. Le fondement même de notre travail, c'est la thématique du genre au sens large, c'est-à-dire tout ce qui permet de prendre du recul sur les

normes, déconstruire les représentations du masculin et du féminin. Au niveau du réseau associatif local verviétois, nous sommes les seuls à traiter ces questions.

S&F : Quels sont les projets à venir ou en cours que vous souhaitez nous partager ou mettre en avant ?

J.B. : Nous avons lancé, à l'occasion de nos 10 ans, une enquête auprès de nos publics pour s'assurer que les besoins identifiés à la genèse de l'association sont toujours présents, car depuis la covid, nous observons une grande difficulté à faire venir le public en présentiel. Nous voulions nous assurer que les services proposés sont toujours en adéquation avec les besoins (formation de l'équipe, activités). Nous sommes interpellés par les difficultés psychiques exprimées par nos publics. Il est nécessaire de recréer du lien social. À l'avenir, il est important d'intensifier le service social.

Nous avons aussi un projet d'exposition en partenariat avec le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège et les Territoires de la Mémoire sur la déportation des personnes LGBTQIA+ pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nous travaillons également à l'édition de brochures de sensibilisation en vue d'éclairer sur les réalités vécues par nos publics.

S&F : Votre association a vécu récemment des moments difficiles. Qu'en est-il aujourd'hui ?

J.B. : Nous avons connu des faits de vandalisme des locaux en 2020 et quelques effractions et vols de matériels. Parfois, des jeunes nous crient des insultes.

Le 17 mai, la Ville a inauguré un escalier aux couleurs arc-en-ciel réalisé par un collectif de graffeurs (comme cela a été initié dans d'autres villes). Il a été « repeint/vandalisé » en blanc, à coup de seaux de peinture, moins d'un mois après.

La thématique de la sécurisation ou « comment rendre nos espaces safe », notre association y réfléchit déjà depuis longtemps. Nous avons mis des choses en place. Nous avons d'excellents rapports avec la zone de police Vesdre. Une patrouille passe une fois par semaine et le chef de corps est attentif à ce que l'on puisse porter plainte. À notre demande, une caméra de surveillance a été installée par la Ville et la police devant les locaux et nous en avons aussi installée à l'intérieur. L'objectif est avant tout dissuasif mais cela permet d'avoir une trace d'éventuelles agressions. ■■■



L'inclusion est au cœur du travail de la Maison Arc-en-Ciel de Verviers.



LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par **Christophe Corthouts**, délégué au service Animations.

ENJEUX HUMAINS, UNE EXPOSITION QUI RÉENCHANTE LA DUDH



afin de mettre l'accent sur les avancées, les erreurs, les reculs, les manquements qui touchent de nombreux pays à travers le monde.

Cartooning For Peace, association internationale de 319 dessinateurs, créée par Plantu et aujourd'hui présidée par Kak, abrite en son sein des centaines de signatures prestigieuses, venues des quatre coins du monde, tel Willis from Tunis, Cost, Chappatte, Joep Bertrams, Wolinski ou encore les belges Cécile Bertrand, Nicolas Vadot et Pierre Kroll.

Par le biais du dessin de presse, dans toute sa variété et son aspect international, ce sont les grands défis de l'égalité des sexes, des conflits, de la santé, de l'éducation ou encore de la démocratie qui sont mis en lumière dans cette exposition.

Plusieurs milliers de visiteurs (individus, classes, associations, groupements, etc.) se succèdent depuis le 6 octobre pour aborder, par le débat, la DUDH de façon historique, pratique ou encore philosophique.

Qui plus est, dans un souci de modernité et de réflexion sur l'avenir de nos droits, un espace de l'exposition est consacré à l'écologie et l'identité numérique, deux sujets qui, pour des raisons évidentes, n'entraient pas dans les préoccupations des rédacteurs de la déclaration de 1948. C'est également dans cet espace que l'on peut retrouver le Marathon des lettres d'Amnesty International, permettant aux participants de poser un premier acte concret en fin de visite. ■■■

« **La DUDH est une utopie réaliste** », **Françoise Tulkens, juge belge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.**

En décembre 1948, après trois ans de négociation, à l'ombre du traumatisme provoqué par les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, la



Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) voit le jour. Dans un document composé de 30 articles, les Nations-Unies déclinent ce que doivent être les droits fondamentaux dans un système politique digne et égalitaire. À la suite des ravages provoqués par les théories racistes, l'article premier de cette déclaration stipule que les êtres humains naissent égaux en droits et en dignité. L'article 2 lui, disqualifie la discrimination. Les autres articles de ce document fondateur pour le mouvement laïque, s'attachent à évoquer les droits politiques, économiques et sociaux... dans un souci d'équilibre entre les valeurs de liberté et d'égalité.

Sans réel poids juridique, cette « déclaration » sera toutefois un symbole fort et dans les années qui suivront, elle servira de base pour la création de

conventions, de lois, de mouvements d'émancipation et continue aujourd'hui, 75 ans après sa présentation, à inspirer de nombreux combats.

Mais autour d'elle le monde a changé. Et d'aucuns s'emploient à la qualifier d'obsolète, à remettre en question sa pertinence dans un monde qui ne ressemble plus à celui de l'après-guerre. Pire, des extrémistes de tous bords, en Belgique comme ailleurs en Europe, tentent de saper les fondements mêmes de la liberté et de l'égalité prônées par la DUDH.

C'est pourquoi le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, en partenariat avec *Cartooning For Peace*, propose l'exposition Enjeux Humains, 100 dessins de presse pour réenchanter la DUDH





Par **Stéphane Hauwaert**, coordinateur du service Animations.

COMMENT LES EXTRÉMISMES INSTRUMENTALISENT-ILS LA DUDH ?



Le 10 novembre dernier, en marge de l'exposition Enjeux Humains, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège proposait une rencontre-débat pour interroger et établir un état des lieux sur les menaces qui pèsent sur les droits revendiqués par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour ce faire, quatre intervenants ont pu livrer leur analyse, chacun de par leur expertise, lors d'un échange dynamique avec notre animateur.

Thomas Gillet, administrateur du Centre d'Action Laïque, a ouvert cet échange en resituant les enjeux de la campagne Les extrémismes, notre prison du

Centre d'Action Laïque, et a pu également témoigner des alertes lancées par la laïcité organisée en Belgique face à l'exploitation et/ou l'instrumentalisation des valeurs et articles de la DUDH.

Patrick Charlier, co-directeur d'Unia, a quant à lui notamment recadré le rôle d'Unia et sa lutte contre les inégalités et abordé l'évolution des tactiques des extrémistes pour déstabiliser l'État de droit et remettre en question l'égalité entre les citoyens.

Avec Yvan d'Heur, observateur du monde associatif, c'est plus précisément la situation en Flandre et le lobbying des extrémistes dans les institutions

européennes et certains pays de l'Est qui furent notamment abordés.

Douglas Kennedy a enfin également apporté lui aussi un regard différent, de sa condition de romancier New-Yorkais. Il a pu expliquer ce qui a motivé ses choix thématiques pour son dernier roman. L'histoire des mouvements néo-conservateurs américains, les enjeux et questions posés par le trumpisme, les conséquences du 11 septembre figurent parmi les nombreux thèmes soulevés lors de son intervention qu'il a toutefois conclue par une note optimiste sur l'avenir de son pays natal.

Chaque session d'échanges avec les intervenants était évidemment ponctuée de questions de la salle sur différents thèmes, parmi lesquels l'influence et l'origine des financements des lobbys, le cas particulier de la laïcité en Belgique, l'importance et la place du cours de philosophie et de citoyenneté dans le processus d'émancipation citoyenne, le lobbyisme religieux, l'importance de l'éducation et de la formation à l'esprit critique, le rôle et l'influence que peuvent avoir aujourd'hui les réseaux sociaux et le réflexe de l'immédiateté, et plus encore. ■■■

Par **Céline Gérard**, rédactrice en chef

CE QUE LES AFGHANES ONT À NOUS DIRE...

Dans le cadre de son exposition Enjeux Humains réalisée en partenariat avec le réseau *Cartooning for Peace*, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège présente l'exposition *Ce que les Afghanes ont à nous dire...* depuis le 7 octobre jusqu'au 28 janvier.

Cette exposition qui réunit les œuvres de cinq artistes photographes talentueuses : Fatimah Hossaini, Najiba Noori, Tahmina Saleem, Tahmina Alizada et Roya Heydari consiste à montrer leur travail artistique accompagné de leurs commentaires sur leur avenir, leurs rêves et leurs désirs pour l'Afghanistan. En effet, ces cinq femmes sont contraintes à l'exil depuis la reprise du pouvoir par les talibans, balayant en quelques semaines les acquis des Afghanes, mutilant la culture dans la foulée, empêchent les filles de poursuivre leurs études et les femmes de travailler et de sortir librement.



Cette exposition réalisée par l'association française Mouvement pour la Paix et contre le Terrorisme a pour objet outre le soutien aux artistes, aux filles et aux femmes afghanes dans leur résistance aux talibans, de maintenir un niveau d'alerte maximum sur la situation d'enfermement à nouveau vécue par les filles et les femmes en Afghanistan.

Privées de leur place dans l'espace public, celles-ci refusent de renoncer à leurs droits fondamen-

taux, alors que le pays s'enfonce dans une crise économique gravissime qui entraîne pauvreté et famine. Il est important de témoigner notre soutien indéfectible aux femmes qui descendent courageusement dans la rue à Kaboul et d'autres villes du pays pour défendre leurs droits et libertés, refusant le diktat islamiste.

Avec elles, nous disons au monde : « Ne reconnaissez pas le régime taliban ! » ■■■



→ OPINIONS



Par **Geoffrey Grandjean**, professeur à l'ULiège et chercheur associé à l'École de droit de Sciences Po Paris.

LA DÉMOCRATIE HASARDEUSE

Les innovations démocratiques sont-elles toujours synonymes de progrès pour l'humanité ?

Afin de combler définitivement le fossé entre les citoyens et le monde politique, de nombreux experts ont désormais trouvé la recette miracle à travers les panels citoyens. Il s'agit de faire siéger dans des assemblées délibératives des citoyens tirés au sort pour que ceux-ci puissent, au sein de nos parlements, insuffler une autre vision du monde, tout en s'assurant qu'une meilleure égalité en termes de rotation des charges est garantie. Sans remettre en cause les apports de la délibération dans la construction d'une citoyenneté partagée, nous nous opposons surtout au tirage au sort comme mode de sélection des gouvernants¹. À y regarder de plus près, la démocratie du hasard pourrait bien devenir hasardeuse et creuser encore plus le fossé entre les citoyens et le monde politique.

En effet, le tirage au sort est effectué sur la base d'un algorithme qui s'assure de la diversité des profils devant siéger dans une assemblée citoyenne. Fini donc le débat d'idées qui précède la désignation des représentants politiques, comme c'est le cas pour les campagnes

électorales. Fini la reddition des comptes par des échanges parfois houleux suite à l'exercice d'un mandat. On peut critiquer l'élection comme mode de désignation élitiste, il n'empêche que les campagnes électorales ont un avantage : elles suscitent un regain d'intérêt des citoyens qui vivent davantage au rythme des débats d'idées. Avec la démocratie du hasard, l'algorithme s'occupera parfaitement de la sélection des gouvernants, sans débat d'idées.

L'algorithme fera d'autant mieux l'affaire qu'il classera parfaitement les citoyens dans des cases. Il a en effet besoin de catégories pour s'assurer de la diversité des profils siégeant dans une assemblée citoyenne. Autrement dit, le rêve du tirage au sort que certains experts nous vendent n'est rien d'autre qu'un déterminisme social accentué. Promouvoir le tirage au sort, c'est entériner l'idée que les citoyens pensent comme ils sont socialement. Fini la complexité des opinions politiques qui se construisent au gré des multiples expériences de la vie.

On peut légitimement se demander pourquoi les experts sont si friands du tirage au sort. De manière un peu cynique, ne serait-ce

tout simplement pas pour exercer le pouvoir ? La démocratie du hasard se transformera alors en épistocratie où les experts, devenus dominants, seront les seuls à déterminer la sélection des gouvernants.

Le rêve démocratique du tirage au sort est donc synonyme d'absence de débats d'idées, de déterminisme socioéconomique et d'épistocratie. De ce triple point de vue, cette innovation démocratique n'est pas synonyme de progrès pour l'humanité !

Il est temps de reprendre... le temps de renouer le fil de la confiance par le débat continu entre nous et avec nos représentants (en garantissant une meilleure rotation des charges), de nous enthousiasmer sur des idées politiques et... espérons-le, de rêver sans cesse d'un monde meilleur. Car le progrès de l'humanité découle de notre volonté, en toute autonomie, de décider de notre sort et non de laisser le sort déterminer nos vies. ■■■

1. Sur ce sujet, voir Geoffrey Grandjean (éd.), *Against Sortition? The Problem with Citizen Assemblies*, Exeter, Imprint Academic, 2024 (à paraître).



Par **Robin Lebrun**, collaborateur scientifique au Centre d'Etude de la Vie Politique (Cevipol) à l'Université Libre de Bruxelles.

LA MAJORITÉ ÉLECTORALE À 16 ANS : UNE BONNE IDÉE ?

Pour la première fois le 9 juin prochain, les jeunes de 16 et 17 ans auront la possibilité de prendre part à l'élection des députés européens. Les jeunes n'étaient pas demandeurs de ce changement. C'est ici une initiative du politique qui justifie la réforme par une volonté d'apporter un renouveau démocratique en renforçant la participation des citoyens.

Un nombre croissant de territoires donne la possibilité de voter dès 16 ans, bien que cela reste très minoritaire. Parmi ceux qui ont franchi le pas, on peut citer le Brésil, l'Équateur, l'Argentine, l'Écosse, le Pays de Galles, l'Autriche, Malte, la Grèce (17 ans), ainsi que certains *Länder* allemands. Il est à noter que dans certains pays, le droit de vote à 16 ou 17 ans n'est octroyé que pour certains niveaux de pouvoir, contenant souvent ce droit aux élections de second ordre que sont les élections municipales ou européennes.

Cet abaissement de la majorité électorale fait toujours débat, y compris dans la littérature scientifique, d'autant qu'on manque encore de recul pour

analyser les effets à long terme de ce changement. Certains pointent le manque de maturité des jeunes de 16 ans et 17 ans. Ils n'auraient pas un niveau de connaissance et un intérêt politique suffisants pour pouvoir poser un choix informé. Toutefois, plusieurs études réalisées dans les pays qui ont abaissé l'âge nécessaire pour voter amènent des résultats encourageants. Ainsi, en Écosse, l'élargissement du corps électoral aux 16-17 ans lors du référendum d'indépendance a mené à une augmentation de la participation politique de ces jeunes, que ce soit lors de l'échéance électorale suivante, mais aussi en dehors des urnes. En Autriche, on remarque que les taux de participation des 16-17 ans ont été plus importants que celui des jeunes plus âgés, tandis que leur niveau d'intérêt pour la politique s'est renforcé.

Il y a des raisons de penser que l'âge de 16 ans est plus adapté comme seuil de participation. D'abord, parce qu'une participation électorale plus précoce peut permettre le développement d'une véritable habitude de participation à long terme. La première expérience de vote représente

un apprentissage important et qui est renforcé s'il n'a pas lieu trop tard. On sait en effet que l'adolescence constitue un moment clé de la socialisation politique des individus, les attitudes politiques tendant à se figer ensuite. Deuxième avantage, à 16-17 ans, la plupart des jeunes fréquentent encore l'école, qui peut alors jouer un rôle important d'accompagnement à l'exercice de ce droit. Et c'est tout l'enjeu : pouvoir donner les moyens à tous de s'approprier la démocratie. En agissant plus tôt tout en éduquant, on peut améliorer les connaissances politiques tout en sensibilisant les individus. Cela rend caduques les critiques pointant un manque de maturité politique des individus, qui, à supposer qu'il soit l'exclusivité ou davantage présent auprès des jeunes — ce qui est discutable —, est le produit d'un système ayant failli à éduquer à ces enjeux. ■■■



Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a participé à la marche pour le climat, le dimanche 3 décembre à Bruxelles. Nous étions nombreux-ses à rejoindre la coalition climat afin de faire entendre notre voix aux décideurs politiques et économiques! Dès maintenant, tous nos efforts doivent être amplifiés, systématisés et systémiques pour espérer un avenir meilleur pour la biodiversité!

MOBILISATIONS

LE DROIT À L'AVORTEMENT, UN COMBAT UNIVERSEL



L'accès à l'avortement est menacé partout dans le monde et l'Europe ne fait pas exception. Les interdictions et les restrictions à l'avortement constituent une grave atteinte à la santé sexuelle, à l'autonomie de décision et aux

droits des femmes. Ce 28 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a participé à la journée de mobilisation sur le droit à l'IVG au sein de l'Union européenne organisée conjointement par le Centre d'Action Laïque et la plateforme *Abortion Right*.

www.abortionright.eu

METTRE LES INÉGALITÉS À GENOUX ET L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ À L'AGENDA POLITIQUE



En Belgique, en 2023, plus de deux millions de personnes vivent en situation de pauvreté ou de risque de pauvreté. Des solutions existent, la pauvreté n'est pas une fatalité : elle est le résultat de décisions politiques

et de constructions sociales. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège reste fidèle à son combat contre la pauvreté systémique, et comme chaque année, le 17 octobre, participe à la mobilisation du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté organisée dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté.

www.rwlp.be

STOP AUX VIOLENCES ENVERS LES FEMMES



Pour la septième année consécutive, les associations de la société civile fédérées par la plateforme Mirabal Belgium ont organisé, à Bruxelles le 26 novembre, une manifestation nationale pour pousser, une fois

encore, les pouvoirs publics à assumer pleinement leurs responsabilités dans cette lutte contre les violences faites aux femmes. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a également apporté son soutien aux campagnes Ruban blanc et Mains mauves.

mirabalbelgium.wordpress.com

En 2024 on ne baisse pas les bras !

Ensemble, défendons la liberté, l'égalité et la solidarité !

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège vous souhaite une belle année **2024**.
Participons ensemble, à la construction d'une société émancipatrice pour toutes et tous.

CALP Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl *Libres, ensemble*

LOI ANTI-CASSEURS : LA MOBILISATION PAIE



Comme de nombreuses associations et organisations syndicales, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège a exprimé son désaccord face au projet de loi du Ministre Van Quickenborne visant à rendre la justice plus

« plus humaine, plus rapide et plus ferme ». Suite à la mobilisation de la société civile, ce projet est heureusement aujourd'hui à l'arrêt. Ce texte en introduisant une nouvelle sanction pénale d'interdiction de manifester offrait une interprétation tellement large qu'il aurait pu porter atteinte au droit de manifester de chacune et de chacun.



Cérémonie de funérailles laïques

Un réseau d'officiants du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège à votre service.

0493 259 359

En partenariat avec les associations laïques.

Les cérémonies sont entièrement gratuites.



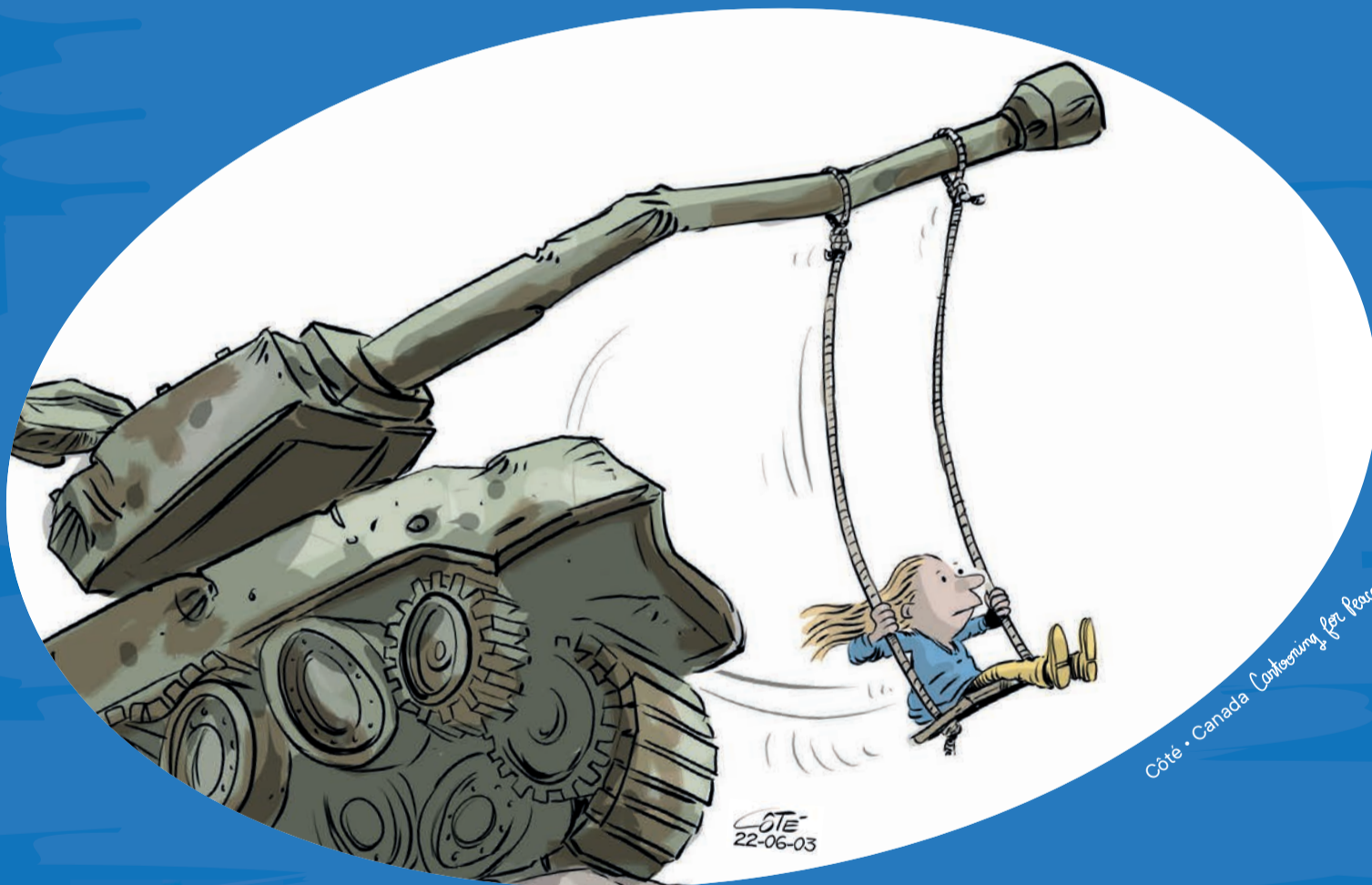
La 1ère

présente

EXPOSITION INTERNATIONALE

ENJEUX HUMAINS

100 DESSINS DE PRESSE POUR RÉENCHANTER
LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME



Côte • Canada Cartooning for Peace



En partenariat avec

AMNESTY INTERNATIONAL



Jusqu'au 28/01/2024

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean 22 – 4000 Liège

WWW.ENJEUXHUMAINS.BE

Avec le soutien précieux de



Dans le cadre de la campagne d'éducation
permanente du Centre d'Action Laïque

